

LE 3 DÉCEMBRE 2024

DANS L'UNITÉ DES RETRAITÉ·ES

MOBILISONS-NOUS

POUR NOTRE DIGNITÉ,

POUR L'AUGMENTATION DE NOS

PENSIONS DE RETRAITE,

CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

DU GOUVERNEMENT BARNIER !

DEPUIS SA NOMINATION À MATIGNON, MICHEL BARNIER ET SES MINISTRES N'ONT EU DE CESSÉ D'ÉRIGER L'AUSTÉRITÉ EN MODE DE GOUVERNEMENT AINSI QUE DE STIGMATISER LES FONCTIONNAIRES ET LES RETRAITÉ·ES, RE-RE -DEVENU·ES LES BÊTES NOIRES !

C'EST AINSI QUE LES VIEILLES RECETTES FRAPPÉES DU SCEAU DU POPULISME ET DE LA DÉMAGOGIE SONT REMISES AU GOUT DU JOUR PAR CE GOUVERNEMENT ILLÉGITIME, SA MAJORITÉ ET LE PATRONAT.

fédération
des services
publics

Union
Fédérale
des Retraités

la
cgt UFR

Les retraité-es et les fonctionnaires sont, plus que tout-es autres, les cibles absolues : des fonctionnaires payés à rien foutre, souvent en maladie de complaisance, des retraité-s qui touchent une pension en inactivité...

C'est insupportable pour les libéraux, aussi du bien du centre, de la droite que de l'extrême droite, qui pensent que liberté est synonyme d'aucune solidarité.

La boîte de Pandore est ouverte sur les économies budgétaires de l'Etat, dès lors tous les démons ultra capitalistes sont réveillés. Selon eux, la France souffre d'un excès de fonction publique et de largesses de protection sociale, notamment pour ses retraité-es. Jamais le patronat n'a accepté de payer pour des ouvriers qui ne produisent plus. Les retraité-es sont

désigné-es par le gouvernement et le patronat comme des boucs émissaires faciles vis-à-vis d'une France qui souffre.

Non, les retraité-es ne se sont pas goinfré-es !

C'est ainsi que le Premier ministre entérine une nouvelle année blanche pour les retraité-es en 2024 et un report de la revalorisation 2025 au « 1er juillet », le patronat a opéré un chantage inique lors de la négociation sur la revalorisation des retraites complémentaires Agirc-Arrco.

Dire que le pouvoir d'achat des retraité-es est en chute libre et qu'il ne répond pas aux besoins pour vivre dignement n'est pas une vue de l'esprit, mais bien une réalité.

Combien de retraité-es sont obligé-es de choisir entre se nourrir, payer son loyer, son électricité ou le gaz, sa mutuelle, se soigner correctement? Une grande majorité.

Toutes les infos :

www.cgtservicespublics.fr

50 % des 17,3 millions de retraité-es (privé/public), ont des pensions en dessous du SMIC et 1,4 million sont considérés-es comme pauvres, c'est-à-dire avec des retraites inférieures à 965 €.

Des millions de retraité-es sont sous le seuil de pauvreté. Tout-es les retraité-es, quels que soient leurs revenus, perdent du pouvoir d'achat de façon conséquente, année après année, parmi eux-elles un nombre important de retraité-es affilié-es à la CNRACL.

Pour la fonction publique territoriale, les chiffres parlent.

La pension moyenne est de 1263 euros mensuels pour

la FPT, 50 % des retraité-es sont en dessous de 1250 euros mensuels et 30 % sont au minimum garanti. Dans le même temps, à cause des politiques menées ces dernières décennies, aussi bien par les gouvernements successifs que par les employeurs publics, les attaques continuent : casse de l'emploi statutaire, gel de la valeur du point d'indice, non-reconnaissance des qualifications dans la rémunération, explosion du nombre de contractuel-les, ponction de plus de 100 milliards d'euros dans les caisses de la CNRACL au titre du mécanisme de compensation et surcompensation inter-régime depuis 1974 (la CNRACL, caisse de retraites des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers, est en déficit).

L'UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉ·ES CGT DES SERVICES PUBLICS EXIGE :

- La revalorisation immédiate des retraites de base et complémentaires de 10 %, dans le privé comme dans le public,
- Pas de pension en dessous de 2 000 € mensuels,
- L'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen,
- Sauvegarde et pérennité de la CNRACL ainsi que du Fonds d'Action Sociale.

NOUS APPELONS L'ENSEMBLE DES RETRAITÉ·ES ISSU·ES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, DU SECTEUR PRIVÉ DU LOGEMENT, DE L'EAU ET DU FUNÉRAIRE À SE MOBILISER EN MASSE, AVEC LES AUTRES RETRAITÉ·ES, ET À PARTICIPER ACTIVEMENT À LA JOURNÉE D'ACTION DU 3 DÉCEMBRE, À L'APPEL DES 9 ORGANISATIONS DE RETRAITÉ·ES.

LE 3 DÉCEMBRE, EXIGEONS SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !

BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité-es CGT des Services publics

Retraité·e isolé·e ? NON ! Retraité·e syndiqué·e ? OUI !

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

Mon pouvoir d'achat - Ma retraite - Ma santé - Mes besoins quotidiens

JE ME SYNDIQUE À LA CGT

Nom Prénom.....
Adresse postale.....
Code postal Ville
Adresse mail @.....
N° de téléphone
Branche professionnelle d'origine

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics - Union fédérale des retraité-es**

Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX - ufr@fdsp.cgt.fr